



Relation police population

Réda DIDI, spécialiste politique de la Ville et des relations institutions-population

Introduction

- Présentation : qui suis-je ?
- Pourquoi cette question des relations police-population ?
 - > une question qui revêt une actualité urgente
 - > des tensions accrues entre les forces de sécurité intérieure et certaines catégories de la population
 - > une profession en crise

Déroulé de l'intervention

1. État des lieux de la relation police-population

- Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ? (territoires, tissu associatif, réponse politique...)
- Le niveau de confiance dans la police de la population
 - > Un bon niveau de confiance dans la police
 - > Une confiance plus élevée dans la police que la justice
 - > Une confiance moins élevée que dans d'autres pays
- Un segment particulier de la population est dans une relation de défiance et de méfiance

Déroulé de l'intervention


2. Comment la question relation police-population s'intègre dans les politiques publiques ? Quels dispositifs institutionnels ?

- La politique de la ville (Loi Lamy, dispositifs CIV, réforme 2024)
- La prévention de la délinquance (FIPD, CLSPD...)
- Les différentes doctrines de la police : de la police de proximité à la police de sécurité du quotidien
- Les dispositifs institutionnels (CLJ, réserve, DCCP...)

Déroulé de l'intervention



3. Retour d'expériences de terrain

- La vision des jeunes
 - La parole des parents (projection d'une vidéo)
 - Quel positionnement des encadrants ?
- 

Déroulé de l'intervention

4. Bonnes pratiques en France et à l'étranger

- La méthode Graines de France
- Autres exemples associatifs en France
- Les exemples à l'étranger (Espagne, Angleterre, Canada)

Déroulé de l'intervention



Conclusion et pistes d'amélioration

- Soutenir et renforcer le lien police-population
 - Questionner des fonctionnements systémiques
 - Reconnaître la diversité des pratiques et des approches
- 

1. État des lieux de la relation police-population

- Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ? (territoires, tissu associatif, réponse politique...)
- Le niveau de confiance dans la police de la population
 - > Un bon niveau de confiance dans la police
 - > Une confiance plus élevée dans la police que la justice
 - > Une confiance moins élevée que dans d'autres pays
- Un segment particulier de la population est dans une relation de défiance et de méfiance

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

Point commun

Immuabilité du même scénario depuis plus de 40 ans : Intervention de la police, affrontements entre jeunes des quartiers et policiers, marche blanche... plus de 45 épisodes d'émeutes en 40 ans .

- 1983 : les Minguettes à Vénissieux. A la suite de plusieurs épisodes de violences policières et notamment un jeune blessé par un tir de policier.
- 2005 : 2 jeunes meurent électrocutés lors d'une poursuite avec la police à Clichy-sous-bois. Les réactions du Ministère de l'Intérieur aggravent les tensions.
- 2023 : la mort de Nahel

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

Les points communs

- Un même point de départ : selon le directeur de recherche au CNRS et chercheur à Sciences Po' Grenoble Sébastien Roché, il existe deux mécanismes de déclenchement des émeutes et l'origine est toujours un acte de brutalité policière ou un décès lors d'une opération de police
- La destruction des équipements publics : écoles, gymnases, médiathèques, commissariats... Et des habitants premières victimes de ces destructions
- L'appel au calme des associations et habitants

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

Des différences territoriales et d'intensité

Territoriale

En 1983, les épisodes d'émeutes sont localisés dans la banlieue lyonnaise

2005 : départ à Clichy puis extension dans les quartiers sensibles

Entre 2005 et 2023 le nombre de communes et départements touchés est en très forte augmentation

+ Une extension par rapport à 2005 au-delà des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) et Quartiers de Reconquête Républicaine (QRR) à des secteurs péri-urbains, des villes moyennes, des petites communes urbaines isolées ou encore des communes rurales mais aussi des centres-villes.

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quelles points communs/différences ?

Une différence d'intensité

- En seulement cinq nuits et autant de journées de violences, le bilan des dégradations et des vols a dépassé celui des émeutes de 2005, qui avaient pourtant duré trois semaines.
- Une temporalité distincte : en 2005, deux temps, et une dissémination progressive. En 2023, déclenchement simultané d'évènements violents dans un certain nombre de territoires, quelques heures seulement après la diffusion des premières vidéos.

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

Une différence à souligner : le tissu d'acteurs sociaux en nette diminution

- 1983 : fort tissu associatif, une éducation populaire forte
 - Un tissu d'acteurs sociaux et associatifs qui s'est étiolé entre 2005 et 2023 : chute des subventions publiques et explosion des commandes publiques.
- > Baisse du nombre et du poids des associations de taille moyenne dont l'existence est indispensable à l'équilibre du tissu associatif local, et à un développement du poids des grandes associations.

⇒ **Beaucoup moins d'acteurs de médiation sur le terrain en juin 2023**

Les émeutes de 1983, 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

La différence de traitement politique

1983 : lancement de la marche pour l'Égalité. Mitterrand reçoit une délégation à l'Élysée et annonce la création d'un titre de séjour de 10 ans. Néanmoins, un rendez-vous manqué.

2005 : un ministre de l'Intérieur qui attise les tensions en niant la course poursuite. Mais un discours du Président sur l'intégration.

2023 : condamnation du geste du policier par le président mais une réponse répressive

Les émeutes de 2005 et 2023: quels points communs/différences ?

2023 : Une convergence avec les gilets jaunes ?

Étude de Marco Oberti et Maëla Guillaume intitulée « Analyse comparée et socio-territoriale des émeutes de 2023 en France » (site IEP)

73% des petites villes et 91% des villes moyennes touchées par les émeutes de 2023 auraient été des lieux de rassemblement du mouvement en 2018.

Fondation Jean Jaurès, « Après les émeutes, analyse et point de vue » : Thibault Lhonneur, élu municipal à Vierzon, développe l'hypothèse que dans les quartiers populaires tout comme dans la France des sous-préfectures, les mêmes causes provoquent les mêmes conséquences : fermeture des services publics, d'écoles, d'hôpitaux, provoquent le rejet de l'Etat, coupable d'abandonner les citoyens à leur sort.

L'opinion de la population sur les forces de sécurité intérieure

Un bon niveau de confiance dans la population en générale depuis 20 ans : environ 70%. Les évolutions de ce niveau se font au gré du contexte national voire international.

2015 : les attentats contre le journal satirique Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher ont été à l'origine d'un rebond de confiance de 11 points, portant ce taux au niveau inédit de 80% Renaud (J'ai embrassé un flic). Puis une chute de 14 points en 5 ans.

2020 : forte remise en cause de la police (affaires Cédric Chauviat, George Floyd, Zecler, parution de l'ouvrage de Valentin Gendrot) -> 66 %

2021 : le niveau de confiance remonte suite à l'assassinat des policiers Stéphanie Montfermé et Eric Masson qui émeuvent l'opinion -> 73%

L'opinion de la population sur les forces de sécurité intérieure

Une confiance plus élevée dans la police que dans la justice

Note de recherche du CEVIPOF avril 2023 « Le Baromètre de la confiance politique /la confiance police-population en 2023 : l'efficacité de la chaîne judiciaire en question », de Guillaume Farde et Floriane Labarussiat

Le taux de confiance dans la Police est inférieur à celui de l'Armée (72% en février 2023), mais nettement supérieur à celui de la Justice (44% en février 2023).

Une confiance moins élevée que dans d'autres pays

La France se situe depuis plusieurs années dans le tiers inférieur des États de l'Union européenne pour le niveau de confiance exprimé par la population à l'égard de sa police : enquête sociale européenne (European social survey)

L'opinion de la population sur les forces de sécurité intérieure

Un segment particulier de la population est dans une relation de défiance et de méfiance

Comparé à la moyenne des Français, le regard des 18-24 ans envers la police est globalement plus critique et plus sévère.

Un segment particulier de la population jeune est dans une relation de défiance et de méfiance vis-à-vis d'elle : jeunes de quartiers populaires et de France périphérique, en décrochage scolaire, rencontrant des difficultés sur le marché du travail et des problématiques sociales.

L'opinion de la population sur les forces de sécurité intérieure

Les difficultés du métier de policier :

- Un métier qui n'attire plus
- Un taux de suicide parmi les plus importants : 44 par an en moyenne soit 50% de plus que la population globale
- Sous-effectif chronique en particulier pour les policiers sur le terrain et la nuit
- Concurrence avec la police municipale et les métiers de la sécurité

2. Comment la question relation police-population s'intègre dans les politiques publiques ? Quels dispositifs institutionnels ?

- La politique de la ville (Loi Lamy, dispositifs CIV, réforme 2024)
- La prévention de la délinquance (FIPD, CLSPD...)
- Les différentes doctrines de la police : de la police de proximité à la police de sécurité du quotidien
- Les dispositifs institutionnels (CLJ, réserve, DCCP...)

La Politique de la Ville

- La loi Lamy du 21 février 2014 place parmi les objectifs de la politique de la ville, de garantir la tranquillité des habitants par les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance
-> soutien possible d'actions dans les AAP des contrats de ville
- Les dispositifs apparus en complément qui peuvent contribuer : cités éducatives, bataillons de la prévention
- Le CIV du 29 octobre 2023 : le rapprochement police-population clairement énoncé comme priorité

2. Comment la question relation police-population s'intègre dans les politiques publiques ? Quels dispositifs institutionnels ?

La Politique de la Ville : exemple de l'AAP de Nantes

DES QUARTIERS PLUS SÛRS ET PLUS TRANQUILLES



Les partenaires du contrat de ville partagent un constat commun. Les faits de tranquillité publique liés aux trafics de drogue et leurs répercussions sur le quotidien des habitants et des professionnels de quartier se sont intensifiés, notamment depuis la crise sanitaire.

Le sentiment collectif est d'avoir perdu du terrain sur l'occupation de l'espace public ou le lien aux jeunes. Les solutions identifiées résident à la fois dans la nécessité de mobiliser les moyens des acteurs de la sécurité et de la tranquillité publique et de travailler de manière coordonnée (Etat, villes, associations, bailleurs) la continuité entre les actions de prévention, de sécurité, de justice.

Les violences urbaines de juillet 2023 ont remis au premier plan la question du lien police/population, avec des actions à expérimenter sur le modèle de la police de proximité ou de l'ilotage.

La prévention de la délinquance

- La Stratégie nationale de la prévention de la délinquance 2020-2024 prévoit bien comme axe essentiel que la population soit nouvel acteur de la prévention de la délinquance (axe 3 SNPD).
- La déclinaison de cette stratégie se fait dans les Plans départementaux de prévention de la délinquance et doit également être reprise et portée dans les Conseils Communaux ou Intercommunaux de Prévention de la Délinquance.
- Le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, levier budgétaire des actions de rapprochement police-population
- Une baisse de nombre d'actions soutenues au profit d'autres priorités

Les doctrines de la police

- La police de proximité mise en place en 1998

Objectif : renouer le lien entre les forces de l'ordre et la population, et lutter contre le sentiment d'insécurité dans les quartiers. Trois piliers : prévention, proximité, partenariat.

⇒ réorganisation territoriale et développement de l'îlotage

- La suppression de la police de proximité en 2003 par Nicolas Sarkozy
- La police de sécurité du Quotidien depuis 2018 : elle décline notamment par une sectorisation, les Groupements de partenariat Opérationnels (GPO) et la création des Quartiers de Reconquête Républicaine

Les dispositifs institutionnels

Des dispositifs existent au sein de la police et ont pour objectif d'améliorer la relation police-population :

- Unités d'éducation routière : intervention dans les établissements sur la sécurité routière
- Les CLJ (Centres Loisirs Jeunes) : centres de loisirs pilotés par la police nationale
- Les délégués cohésion police-population : fonctionnaires de police retraités qui exercent une mission de cohésion dans les quartiers (230 en France)
- La réserve civile : elle permet aux citoyens de + de 18 ans d'accompagner des policiers sur le terrain pour effectuer des missions de police (maximum 90 jours par an). Formation de 30 jours



3. Retours d'expériences de terrain

- La vision des jeunes
 - La parole des parents
 - Le positionnement des encadrants
- 


La vision des jeunes

- Une méconnaissance de la police : diversité des métiers, modalités d'interventions...
- La conscience de la difficulté du métier de policier
- 80% des questions concernent les conditions d'exercice des missions de policiers.
- 20% concernent les questions de certaines dérives policières, des contrôles au faciès et du racisme dans la police...

NB : Le Conseil d'Etat, saisi par des ONG, a reconnu l'existence de tels contrôles et leur caractère discriminatoire en octobre 2023. Mais indique que la redéfinition des modalités de contrôle relève des pouvoirs publics.



La parole des parents

- Mieux connaître les services de police
 - Avoir des temps d'échanges et de dialogue
 - Une demande de sécurité (service public équivalent aux autres territoires)
- 

Le positionnement des encadrants

- Un manque de dialogue et une méconnaissance réciproque
- Une défiance mutuelle dans certains territoires
- Lors des émeutes souvent non audibles auprès des jeunes
- Expérience de Vannes : travail sur l'interconnaissance entre travailleurs sociaux et policiers pendant plusieurs mois.

4. Bonnes pratiques en France et à l'étranger

- La méthode Graines de France
- Autres exemples d'actions en France
- Les exemples à l'étranger

La méthode Graines de France

Des espaces de dialogue sécurisés :

- Avec les jeunes : ateliers à la journée sportifs et créatifs sur la thématique et échanges avec des policiers
- Avec les habitants : séance de débats avec des policiers
- Avec des professionnels, experts, policiers : séminaires fermés

Autres exemples d'actions en France

- Association la Ménagerie Les Izards à Toulouse : action de médiation dans le QRR des Izards entre la police et les jeunes sur les questions du vivre ensemble sur la voie publique
- Association REMAID dans la Drôme : gestion des conflits par la médiation dans le champ infra-pénal
- L' AISF (association d'intervention sociale de la fensch) en Moselle à Fameck : actions collaboratives entre le club de prévention et la Gendarmerie
- Association Caramel à Mons-en-Baroeul : activités en commun entre les forces de l'ordre et la population jeune de la ville de Mons-en-Baroeul (Nord)

Autres exemples d'actions en France

- Raid Aventure : activités sportives animées par des policiers
- Le Centre social Basse Masure de Roubaix met en place l'action Citépolice = mise en place de temps d'échange et dialogue à huis clos entre les jeunes et la police
- L'association Da-Mas de Roubaix : création du "Pack", qui consiste à ce que le public qui assiste à un débat (police / population), puisse bénéficier d'une activité culturelle / ou sportive avec des agents des forces de l'ordre
- Regart's association travaille depuis longtemps sur cette relation police population

Les exemples à l'étranger

- Espagne : l'exemple de la police de Fuenlabrada

Application d'un protocole strict pour les contrôles d'identité

Mise en place d'une unité de gestion de la diversité

-> Impacts : diminution du nombre de contrôles de moitié et efficacité triplée (selon la municipalité)

- Angleterre : les émeutes de Brixton et les suites données. Aujourd'hui : concertations avec les citoyens à plusieurs niveaux, une police beaucoup moins armée (un policier sur 20 environ), systématisation des caméras embarquées, organisme indépendant en cas de bavure ou de violences Office for Police Conduct (IOPC).

Doctrine de la police par consentement : tout policier « doit avoir conscience que le pouvoir de la police dépend de l'acceptation de son existence par le public »

Les exemples à l'étranger

- USA/Canada

Le programme Cure Violence : programme de prévention de la violence qui fait travailler en collaboration les partenaires de la collectivité, de la ville, de l'État et du gouvernement fédéral pour réduire les homicides et les fusillades dans certaines collectivités.

Idée : travailler la propagation de la violence sur le modèle de prévention de santé publique.

Approche à trois volets : la détection et l'interruption de la violence, le changement de comportement et le changement des normes sociales .

Aujourd'hui programme présent dans de nombreux pays : Mexique, Colombie, Maroc, Nigeria, Kenya, Royaume-Uni...

Réda DIDI, spécialiste politique de la Ville et des relations institutions-population

Pistes d'amélioration de la relation police-population

- Soutenir et renforcer le lien police-population
- Questionner les fonctionnements systémiques
- Reconnaître la diversité des approches et des pratiques

Pistes d'amélioration de la relation police-population

Soutenir et renforcer le lien police-population

- Développer des dispositifs avec une vision et sur du long terme sur la question de la relation police-population
- Pour les acteurs, amplifier les financements pluriannuels qui leur permettent d'avoir de la visibilité sur 3 ans minimum
- S'appuyer sur les actions de rapprochement police-population pour augmenter le vivier de recrutement
- Intégrer la capacité à créer du lien social dans les critères d'évaluation et de promotion des policiers

Pistes d'amélioration de la relation police-population

Questionner des fonctionnements systémiques

- Résister aux lectures idéologiques et au sensationnalisme (emballement des images et de l'info sur les sujets police) en gardant en mémoire que dans la hiérarchie des besoins, le besoin de sécurité vient juste derrière les besoins physiologiques de base
- Faire vivre des expériences : rencontres dans les écoles, classes d'engagement républicain, Graines de France, réservistes (intergénérationnel)
- Permettre aux acteurs de terrain d'intervenir dans les formations des policiers

Pistes d'amélioration de la relation police-population

Reconnaître la diversité des pratiques et des approches

- Développer des dispositifs avec une vision et sur du long terme sur la question de la relation police-population
- Pour les acteurs, amplifier les financements pluriannuels qui leur permettent d'avoir de la visibilité sur 3 ans minimum
- S'appuyer sur les actions de rapprochement police-population pour augmenter le vivier de recrutement